



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2967  
13 juin 2025  
1,50 € • DOM: 2€



Le journal  
d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

# Contre la haine raciste attisée d'en haut, union de tous les travailleurs!



## La Fête en images

Pages 6 à 10



**Leur société**

- Retraites : nouvelle offensive annoncée 3
- ALD : indemnités menacées 3
- Mort de Nahel : assises pour le policier assassin ? 3
- Darmanin : surenchère sécuritaire 5
- Santé scolaire : un désert médical 5
- Budget : une niche bien protégée 5
- Dockers de Marseille : pas d'armes pour les massacreurs ! 4
- Les mensonges du gouvernement 4
- Pour Georges Ibrahim Abdallah et contre le massacre à Gaza, manifestons le 14 juin 4
- Après le meurtre de Nogent : qui fabrique la violence ? 16
- Mayotte : les ravages de l'épidémie de chikungunya 16

**Dans le monde**

- Gaza : Israël soutient les gangs criminels 11
- États-Unis : manifestations contre la chasse aux migrants 11
- Panama : les travailleurs de la banane contre Chiquita Brands 12
- Turquie : la grève à la municipalité d'Izmir 12
- Protection des océans : un sommet pour faire semblant 13
- OTAN : union sacrée pour l'armement 13

**La Fête de Lutte ouvrière**

- Les allocutions de Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier 6, 7, 10
- La Fête en photos 8, 9

**Dans les entreprises**

- Domo - Saint-Fons : non aux licenciements ! 14
- Stellantis - Douvrin : mobilisation réussie 14
- Salaires : l'acompte ne fait pas le compte 14
- Baomarc : les travailleurs font céder Renault 15
- Dans les bulletins Lutte ouvrière 15

# Nous unir contre la haine raciste crachée du sommet de l'État

Il y a un mois, le jeune Aboubakar Cissé a été poignardé dans une mosquée du Gard. Samedi 31 mai, dans le Var, un raciste a tiré sur ses voisins tunisien et kurde, tuant Hichem Miraoui, un coiffeur de 46 ans. Et, chaque jour, les médias rapportent une nouvelle agression antisémite.

Pour toutes ces agressions connues et médiatisées, combien d'autres insultes racistes, antisémites, islamophobes ? Combien de regards de travers et d'humiliations subies ? Et, pour les musulmans, les Arabes ou les Noirs, combien de discriminations pour trouver un travail ou un logement ?

Aujourd'hui, le meurtrier du Var conteste toute motivation raciste. Mais ses posts sur les réseaux sociaux sont autant de vomis racistes et, immédiatement après sa tournée meurtrière, il a revendiqué son acte, en faisant, à la manière des terroristes, allégeance au drapeau français.

Eh bien, voilà où mène la campagne xénophobe, raciste et antimusulmane que la droite et l'extrême droite nous servent depuis des mois ! Même le combat contre l'antisémitisme leur sert à attiser la haine et à diviser les travailleurs. Car présenter comme des antisémites ceux qui s'opposent à la politique d'extermination de Netanyahu est révoltant.

Combattre l'oppression d'Israël sur les Palestiniens ne doit évidemment pas conduire à assimiler tous les Israéliens ou tous les Juifs aux bourreaux de Tel Aviv. Tout comme il est stupide d'assimiler les travailleurs d'ici à Macron, les Algériens au régime de Tebboune ou les Marocains à celui du roi Mohammed VI.

La droite et l'extrême droite sont dans une surenchère xénophobe et sécuritaire permanente. Le moindre fait divers leur sert de prétexte pour présenter les étrangers, les travailleurs issus de l'immigration ou les musulmans comme une menace et un danger.

Cette campagne, qui alimente la peur, le rejet de l'autre et les préjugés racistes, tourne 24 heures sur 24 sur la chaîne de télévision Cnews de l'empire médiatique de Bolloré. Mais elle est aussi portée par les sommets de l'État puisque Retailleau, le ministre de l'Intérieur, en est un des chefs d'orchestre.

Et Retailleau n'est pas près de s'arrêter. Désormais chef du parti LR, donc candidat à la présidentielle, il est en campagne électorale permanente. Quand il ne nous rejoue pas la guerre

d'Algérie avec les nostalgiques du temps des colonies, il endosse son armure de chevalier, comme au temps des croisades, pour défendre ce qu'il appelle les racines chrétiennes de la France contre les musulmans !

Et ce ne sont pas que des mots. Ce sont des lois, des décrets qui ne cessent de pourrir la vie des travailleurs qui vivent à cheval sur deux pays et, en particulier, tous ceux originaires du Maghreb.

À force de réduire les possibilités de renouvellement des titres de séjour, des dizaines de milliers de travailleurs, qui étaient en règle, se retrouvent sans papiers et perdent leur travail.

Dire et répéter qu'il y a trop d'immigrés et qu'il faudra tôt ou tard les renvoyer chez eux conforte les racistes. Cela pousse les plus violents à passer à l'action, aux insultes, aux coups et au meurtre. La xénophobie ne fait pas que diviser les travailleurs, elle tue.

Dans cette atmosphère chauffée à blanc, la casse et les violences le soir de la victoire du PSG ont encore donné du grain à moudre à la droite et à l'extrême droite. Eh oui, il y a une petite fraction de la jeunesse des quartiers populaires qui s'adonne à la délinquance et aux trafics en tout genre !

Ces bandes violentes peuvent d'ailleurs pourrir la vie de toute



une cité. Tout cela est un gâchis humain révoltant, mais c'est d'abord et avant tout de la responsabilité d'un État qui méprise et piétine les plus pauvres. C'est le fruit d'un système qui n'a à offrir à la jeunesse des classes populaires que l'exploitation, les inégalités et, en prime, de plus en plus de racisme.

Le piège serait de se recroquevil-

ler chacun dans sa prétendue communauté. Ce serait aller dans le sens voulu par tous ces petits roquets d'extrême droite. Ce serait aller dans le sens de la division des travailleurs et de l'éparpillement de nos forces.

Au contraire, il faut avoir conscience de nos intérêts communs de travailleurs et avoir la volonté de nous unir par-delà nos différences, car le grand patronat et le gouvernement nous unissent dans l'exploitation.

La seule façon de nous en sortir est de nous rassembler derrière nos revendications d'exploités et de faire bloc contre la classe capitaliste, ses larbins politiques et son système qui pourrit toute la société.

Nathalie Arthaud

## Retraites : nouvelle offensive annoncée

Le Conseil d'orientation des retraites (COR) a divulgué, avant une publication prévue le 12 juin, son rapport annuel et ses recommandations.

Cet aréopage d'experts prétendument indépendants et ses rapports servent surtout à justifier chaque étape de démolition du droit à la retraite en préconisant un nouveau recul de l'âge de départ.

Alors que personne n'est capable de prévoir, même à six mois, l'évolution de la production ou de l'emploi dans la jungle capitaliste, le COR fait des prévisions jusqu'en 2070 ! Il affirme qu'il faut faire passer dès 2030 l'âge de la retraite à 64,3 ans, puis à 65,9 ans en 2045 et à 66,5 ans en 2070 pour maintenir à flot le système. C'est de la pure propagande patronale.

Si déficit il y a, il provient en particulier de l'exonération des cotisations sociales patronales à la Sécurité sociale qui atteignent 77 milliards pour l'année et ont quadruplé en 10 ans selon le dernier rapport de la Cour

des comptes. Au niveau du smic, les cotisations patronales à la retraite sont quasi inexistantes. Seuls les travailleurs payent, le patronat encaisse des bénéfices auxquels il n'est pas question de toucher. Le proposer n'entre d'ailleurs pas dans les attributions du COR, qui ne parle même pas d'augmenter les cotisations patronales. Le seul choix pour lui est donc entre faire mourir au travail les salariés, ou les contraindre à vivre avec une retraite de misère.

La gauche et les syndicats se sont offusqués de cette annonce faite au moment de la conclusion du conclave sur les retraites mis en place par Bayrou le 27 février. L'organisation de ces réunions avait permis au PS de justifier son refus de le censurer. Les syndicats, quant à eux, s'y sont précipités faisant croire qu'ils pouvaient

ainsi obtenir une remise en cause de la réforme de 2023 qui a allongé l'âge de départ en retraite de 62 à 64 ans. Si FO a rapidement quitté la mascarade, la CGT y est restée trois semaines et la CFDT y participe toujours.

Autre mascarade : la gauche, avec l'appui du RN, a fait voter à l'assemblée le 5 juin, une « proposition de résolution » visant à abroger la réforme des retraites de 2023. En fait, il s'agit d'un vote symbolique qui n'aura aucune conséquence.

En réalité la gauche se dit opposée au recul du droit à la retraite... jusqu'à ce qu'elle revienne au pouvoir. Elle change alors de tout au tout de discours et s'attaque à son tour aux retraites des travailleurs. Il en serait évidemment de même pour le RN.

Pour s'opposer à de nouveaux reculs, le monde du travail ne pourra compter que sur sa mobilisation et ses luttes, et sur rien d'autre.

**Christian Bernac**

## Mort de Nahel : assises pour le policier assassin ?

Mardi 3 juin, les juges d'instruction ont décidé du renvoi du policier qui avait tué le jeune Nahel à Nanterre en juin 2023 devant une cour d'assises pour meurtre.

Une fois n'est pas coutume, la légitime défense n'a pas été retenue. Il faut dire qu'une vidéo montrait le policier tirant à bout portant dans le thorax du conducteur d'une voiture qui avait refusé plusieurs fois de s'arrêter. Les policiers, si sûrs de leur impunité, conseillaient à leur collègue de le « shooter ». Le garçon de 17 ans, accusé uniquement de faire du rodéo en ville, a donc été assassiné. Ce crime avait provoqué la colère des habitants du quartier trouvant scandaleux le décalage entre le délit commis par Nahel et la réaction de la police. Durant plusieurs jours, des émeutes avaient secoué les quartiers de nombreuses villes en France. Les jeunes exprimaient leur rage face à une police qui les traite comme des criminels en puissance, des citoyens de seconde zone ou même des parias. Et les mensonges du policier justifiant son crime par la légitime défense avaient encore attisé la colère. Malheureusement, comme souvent depuis des années, celle-ci s'était traduite par des dégradations stupides et aveugles de bâtiments publics, de voitures des habitants des quartiers et même des pompiers.

Bien des jeunes interpellés ont alors écopé de peines

disproportionnées lors de comparutions immédiates, pendant que la presse se déchainait contre eux, y compris pour couvrir les causes de départ de ces flambées de violence.

Mais les autorités furent obligées de prendre en compte cette colère. Le policier qui avait tué Nahel a passé quatre mois en détention provisoire, ce qui est rare dans ce genre d'affaires.

Finalement un procès pour homicide volontaire pourrait avoir lieu, ce qui est encore plus rare. Mais il est encore suspendu au fait que le policier a fait appel de la décision de renvoi en cour d'assises. Et rien ne dit de toute façon qu'il sera condamné.

Mais dès maintenant, les représentants des forces de répression hurlent à l'injustice. L'avocat de ce policier proclame sans vergogne qu'en tuant un jeune de 17 ans il aurait « sauvé des vies ». On retrouve bien là la propagande sécuritaire et la démagogie qui veulent que les policiers soient au-dessus des lois. Pour que les bourgeois puissent dormir en paix en sachant leurs coffres-forts bien protégés, leurs hommes de main sont laissés libres de jouer aux cow-boys dans les banlieues populaires.

**Marion Ajar**



## ALD : indemnités menacées

Le 2 juin, à la recherche d'économies sur le budget de la Sécurité sociale, le ministre de la Santé a remis sur le tapis le suivi des Affections de longue durée (ALD).

Ce dispositif concerne trente types de maladies, comme les suites d'accidents vasculaires cérébraux, les diabètes, les maladies coronariennes, des maladies congénitales comme l'hémophilie, etc. Ces affections demandent un suivi de longue durée, voire à vie. La reconnaissance d'ALD permet alors l'exonération du ticket modérateur sur tous les soins relatifs à la maladie. La participation forfaitaire

et la franchise médicale restent de mise et, suivant la mutuelle, le patient reçoit tout de même une note plus ou moins salée à la fin de l'année. Plus de treize millions de patients sont en ALD pour un montant qui a été évalué à 12 milliards d'euros en 2021.

Le ministre actuel, après quelques-uns de ses prédécesseurs car ces gens font rarement preuve d'originalité, a évoqué les cures thermales inutiles,

les médicaments qui ne soignent pas, les transports trop coûteux et, évidemment, les malades guéris qui continuent à se soigner. Et on ne doute pas que ces services et les médias aux ordres trouveront des chiffres et des reportages à l'appui de ses dires. Dans la réalité, cette politique retombera et retombe déjà sur les malades chroniques des classes populaires, les vieux travailleurs et tous ceux que la vie, c'est-à-dire l'exploitation, a essorés et détruits à petit ou à grand feu.

**Paul Galois**



# Dockers de Marseille : pas d'armes pour les massacreurs !

**Mercredi 4 juin, à l'appel de la CGT, les dockers de Fos-sur-Mer ont refusé de charger des pièces pour fusils mitrailleurs produites par la société marseillaise Eurolinks à destination d'Israël. Le lendemain, ils ont bloqué le chargement sur le même bateau de tubes de canons fabriqués par la société Aubert et Duval.**

L'action de la CGT du port, qui a expliqué ne pas vouloir être « complice du massacre » à Gaza, a été organisée après que le site Disclose avait dénoncé l'arrivée à Marseille d'un cargo israélien devant embarquer du matériel militaire fabriqué en France. La société israélienne Elbit Systems, l'un des principaux fournisseurs de l'armée en balles de petits et gros calibres, est en contrat avec Eurolinks depuis des années pour la fabrication des maillons utilisés pour relier entre elles

des balles d'armes automatiques. Le chargement resté à quai le 4 juin était le troisième depuis le début de l'année 2025. Fin octobre 2023 alors que le massacre à Gaza avait commencé, Eurolinks avait déjà été dénoncé pour avoir exporté vers Israël 800 tonnes de matériel.

Bien sûr, l'action des dockers de Fos-sur-Mer ne paralysera pas l'armée israélienne. Elle aura eu le mérite de mettre en lumière l'hypocrisie de Macron affichant son indignation face aux massacres à Gaza

chaque fois qu'un micro se tendait vers lui. Déjà en octobre 2024, sur les ondes de France Inter, Macron avait appelé « à cesser de livrer les armes » à Israël « pour mener les combats à Gaza ». Pour les industries françaises en contrat direct ou indirect avec l'armée israélienne, cela n'avait rien changé. Le ministre des Armées Lecornu continue à prétendre que les fournitures françaises entrent dans du matériel militaire réexporté ensuite par les industriels israéliens et qui ne serait donc pas utilisé à Gaza. Comment le croire ? En fait, les affaires continuent malgré l'entreprise d'extermination de la population de Gaza, malgré la violence débridée de l'armée et des colons israéliens en Cisjordanie.



Terminaux conteneurs du port de Fos-Marseille.

Aucune sanction réelle n'est décidée contre le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu.

Vendredi 6 juin, les dockers de Gênes eux aussi ont refusé de charger une cargaison sur le même bateau qui avait quitté le port de Marseille à destination de Haïfa. Ces actions rappellent combien la classe

ouvrière aurait les moyens d'agir, en Europe mais aussi en Israël même pour paralyser l'appareil militaire. En tout cas, pour que le massacre s'arrête on ne peut pas compter sur les Macron et Lecornu, et encore moins sur les industriels pour qui les morts pèsent bien moins que les profits.

**Boris Savin**

## Les mensonges du gouvernement

Depuis des mois, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu affirme qu'« il n'y a pas d'armes vendues à Israël ». Mais un rapport rendu public mardi 10 juin par Progressive International, une organisation non gouvernementale basée à Genève, a totalement démenti le ministre.

Selon ce rapport, qui s'appuie en particulier

sur les données fiscales israéliennes, la France a livré un « flux ininterrompu » de matériel militaire à Israël entre octobre 2023 et avril 2025 « dans la catégorie bombes, grenades, torpilles, mines, missiles et autres munitions de guerre » et « dans la catégorie pièces et accessoires de lance-roquette, grenades, lance-flammes, artillerie,

fusils militaires et fusils de chasse. »

Selon David Adler, le représentant de cette ONG, « la France a joué et joue encore un rôle central dans la livraison d'armes à Israël ». Il dénonce « la complicité de la France dans le massacre des civils palestiniens ». À juste titre !

**C. B.**

## Dénoncer Netanyahu n'est pas un crime : relaxe pour Anasse Kazib !

**Mercredi 18 juin, deux militants de Révolution Permanente, dont son porte-parole Anasse Kazib, cheminot à Paris-Nord, sont convoqués au tribunal de Paris, accusés d'apologie du terrorisme.**

Anasse Kazib est poursuivi pour un tweet de « soutien au peuple palestinien qui est debout face à cet État sanguinaire qu'est Israël ».

Il ne suffit pas à l'État français, depuis octobre 2023, de soutenir en paroles et en armes le gouvernement israélien qui a transformé la bande de Gaza en champ de ruines, massacré des dizaines de milliers d'habitants, et est en train d'affamer les survivants. Ce prétendu délit d'apologie du terrorisme est utilisé pour

intimider et tenter de bâillonner ceux qui dénoncent le terrorisme de l'État israélien.

Le collectif Palestine Vaincra a été dissous, Urgence Palestine est menacée de dissolution. Des manifestations ou des rassemblements ont été interdits. Des militants ouvriers sont poursuivis. Jean-Paul Delscaut, secrétaire de l'UD CGT 59, a été condamné en mars dernier à un an de prison avec sursis, pour un communiqué de soutien au



Anasse Kazib.

peuple palestinien.

Révolution Permanente appelle à manifester devant le tribunal de Paris, Porte de Clichy, le 18 juin à 12 heures. Lutte ouvrière se joint à cet appel. Relaxe pour Anasse Kazib et son camarade !

**C. B.**

## Pour Georges Ibrahim Abdallah et contre le massacre à Gaza, manifestons samedi 14 juin

Les partis, associations et syndicats qui s'élèvent contre le massacre en cours à Gaza appellent à manifester samedi 14 juin. Cette manifestation se fondera avec celle, prévue antérieurement, pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah.

Militant libanais du Front populaire de Libération de la Palestine, Georges Ibrahim Abdallah, 73 ans, a été condamné en 1987, sans preuve, pour complicité dans les assassinats d'un attaché militaire américain et d'un diplomate israélien. Tout en refusant de condamner ces meurtres, il a toujours nié sa participation, ce qui lui vaut l'acharnement de la justice française et le titre peu enviable de plus ancien prisonnier politique en France.

Libérable depuis 26 ans, toutes ses demandes de libération conditionnelles ont été rejetées, sous la pression permanente des États-Unis et d'Israël, pression

à laquelle la justice française a toujours cédé. Lors d'une audience le 19 décembre, sa libération a été confirmée sous réserve qu'il quitte le territoire et soit accepté par le Liban.

La cour d'appel du 20 février 2025 a ajourné sa décision au 19 juin en ajoutant une condition supplémentaire : Georges Ibrahim doit indemniser les parties civiles, autrement dit les États-Unis. Mais pour lui, il n'est pas question de « rembourser les États-Unis qui envoient des bombes sur les enfants palestiniens et libanais ». Le cas échéant, il accepterait que l'État libanais effectue ce remboursement à sa place.

L'acharnement contre ce militant est symbolique du soutien sans faille des États impérialistes à leur gendarme israélien. C'est bien pourquoi la manifestation pour sa libération et celle contre le massacre à Gaza ne feront qu'une.

**Xavier Lachau**

**À Paris, rendez-vous place de la République à 14 h.**

## Darmanin : surenchère sécuritaire

**Gérald Darmanin, ministre de la Justice, a jugé trop légères les premières condamnations des auteurs de violences suite à la victoire du PSG car elles se sont limitées à des peines de prison avec sursis.**

Quatre personnes ont ainsi été condamnées dès lundi 2 juin à des peines de 2 à 8 mois de prison avec sursis, et 500 euros d'amende. Darmanin a remis en avant les propositions de réforme faites il y a quelques semaines, comprenant la suppression du sursis et la mise en place de condamnations minimales systématiques dès la première peine, l'équivalent des peines plancher de Sarkozy. Cette dernière mesure a été reprise par le Premier ministre, François Bayrou.

Darmanin a accumulé ces derniers temps des propositions sécuritaires en tout genre : louer des places de prison à l'étranger, faire contribuer financièrement les détenus, installer des préfabriqués pour augmenter le nombre de places, supprimer l'argent liquide pour lutter contre le narcotrafic, ouvrir une prison de haute sécurité en Guyane...

Mais le milieu de la justice, des magistrats aux gardiens de prison, se rend bien compte que les effectifs

demeurent insuffisants pour désengorger les tribunaux, ou pour gérer les prisons surpeuplées. Réagissant aux propositions de Darmanin, un juge a estimé que supprimer le sursis impliquerait d'envoyer 130 000 personnes supplémentaires en prison, alors que les conditions de détention sont déjà indignes, avec 5 000 matelas par terre, et un taux d'occupation de 133 %.

Quant à résoudre les problèmes de la délinquance, que la prison nourrit autant que la rue, ce n'est certainement pas le problème de Darmanin, qui se moque bien de ce que vivent les quartiers populaires où la misère, le chômage, le désœuvrement font des ravages.

L'objectif de Darmanin est seulement d'exploiter des faits divers pour afficher des postures de fermeté face à l'électorat réactionnaire, en espérant ainsi se trouver le mieux placé pour l'élection présidentielle de 2027. Mais la concurrence est rude et ils sont nombreux, de Retailleau à Wauquiez et Attal, à aller chercher leurs propositions dans les poubelles de l'extrême droite.

**Hélène Comte**



Une cellule individuelle occupée par trois détenus.



## Budget : une niche bien protégée

**À l'heure où le gouvernement prétend faire la chasse aux « niches fiscales » pour renflouer les caisses publiques, les députés ont épargné le pacte Dutreil, qui permet aux patrons d'échapper à la fiscalité sur les successions.**

Créé en 2003, ce dispositif permet au propriétaire d'une entreprise de signer avec son futur héritier un « pacte » qui permettra à celui-ci d'être exonéré d'impôts à hauteur de 75 % de la valeur transmise. En le cumulants avec d'autres dispositifs d'exonération, les patrons arrivent à ramener le taux d'imposition sur leur succession de 45 %, selon la loi, à moins de 6 %, dans la réalité.

Le 5 juin, l'Assemblée nationale examinait une proposition de loi présentée par le PCF qui envisageait d'exclure du pacte les biens non professionnels, comme les résidences secondaires, et de diminuer l'exonération fiscale pour les entreprises valant plus de 50 millions d'euros. La simple évocation de ce léger coup de rabot a déclenché une avalanche de protestations du Medef ainsi que des députés macronistes, de droite et d'extrême droite, qui se sont posés en défenseurs du petit commerçant que l'on voudrait empêcher de transmettre le fruit de son dur labeur à son fils. Le RN a même proposé au contraire de renforcer le pacte en instaurant une exonération totale des droits de succession si l'héritier s'engage à conserver l'entreprise pendant 10 ans.

Enfin, les députés du PCF ont retiré leur projet de loi, qui n'avait aucune chance d'être adopté, même très édulcoré.

Les boulangers et artisans dont l'entreprise vaut 50 millions d'euros ne courent pas les rues. En fait, ce dispositif permet à des bourgeois disposant d'une fortune confortable d'échapper à l'impôt. Il a été utilisé par Bernard Arnault lui-même lorsqu'il a organisé la succession de sa multinationale en 2015.

Ni le nombre ni le type d'entreprises concernées, ni la liste des bénéficiaires de ce pacte n'ont jamais été rendus publics. Son coût est un secret bien gardé : le ministère de l'Économie le chiffre à 800 millions d'euros ; un service rattaché à Matignon, à 2 ou 3 milliards d'euros. Il n'a jamais été évalué par la Cour des comptes, si prompt à accuser les allocataires du RSA ou les salariés en arrêt maladie de coûter trop cher à la société, et dont les rapports alarmistes servent à justifier les attaques contre les services publics.

Selon les patrons, payer des impôts, c'est bon pour les pauvres, et les gouvernements sont là pour les aider à appliquer ce principe.

**Claire Dunois**

## Santé scolaire : un désert médical

**Les infirmières scolaires, les psychologues de l'Éducation nationale et les assistantes sociales étaient appelées à faire grève mardi 10 juin par plusieurs syndicats, dont la FSU, pour dénoncer le délabrement de la santé scolaire et réclamer des moyens supplémentaires.**

Les événements de ces derniers mois ont mis en lumière le manque de professionnels de santé, et plus largement d'adultes formés, auxquels pourraient s'adresser les élèves en souffrance. Ils sont souvent laissés à eux-mêmes, qu'il s'agisse de victimes de violences ou de jeunes ayant des conduites dangereuses contre les autres ou contre eux-mêmes. Les élèves ayant besoin de soutien face à une situation dangereuse dans leur famille ou leur entourage n'ont pas non plus toujours les moyens

de rencontrer un professionnel à qui s'adresser au sein de leur établissement. Les infirmières scolaires ne sont pas assez nombreuses pour couvrir tous les établissements, effectuer les diagnostics qui s'imposeraient et encore moins assumer leur mission d'éducation à la santé auprès des élèves. Bien souvent le personnel des établissements doit faire grève pour en obtenir une et l'on voit des lycées de 2 000 élèves qui en sont dépourvus.

Face à cette situation, le gouvernement et sa

ministre de l'Éducation, Élisabeth Borne, ont fait ce qu'ils savent le mieux faire, c'est-à-dire des discours. Des assises de la Santé scolaire ont été convoquées en mai. Il n'en est sorti que des mots creux sur la protection de l'enfance, et le désert médical scolaire va continuer à s'étendre. Douze postes d'infirmière à plein temps ont ainsi été supprimés en Seine-Saint-Denis pour la prochaine rentrée. Pour les psychologues, cent seront nommés conseillers techniques alors que l'on a besoin d'eux auprès des élèves.

Le gouvernement se moque éperdument de la santé des jeunes, comme de celle du reste de la population.

**Daniel Mescla**

## La Fête de Lutte ouvrière

### Les 7, 8 et 9 juin : la Fête, un succès

Les 7, 8 et 9 juin, la Fête de Lutte ouvrière a été un succès, avec durant les trois jours des dizaines de milliers de participants, en plus grand nombre que l'an passé. Devant un public enthousiaste, Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier ont prononcé des discours dont on trouvera ici des extraits.



### Samedi 7 juin : sous le signe de l'internationalisme

Nous ne nous plaçons pas du point de vue des Français ou de la France, mais du point de vue des travailleuses et des travailleurs. Du point de vue des ouvriers, des employés, des secrétaires, des auxiliaires de vie, des caissières, des aide-soignantes, des conducteurs... Et ce, quelles que soient leur origine, leur couleur de peau et leurs croyances et quel que soit le pays où ils habitent.

Nous sommes internationalistes parce que l'injustice, la misère, l'exploitation, l'oppression, le saccage de la planète, les guerres nous révoltent partout. Parce qu'ensemble, tous les travailleurs du monde, constituent une seule et même classe sociale confrontée à la même domination capitaliste.

Parce que c'est à l'échelle internationale qu'il faudra renverser le capitalisme et c'est alors qu'il sera possible de construire une économie

qui lui sera supérieure, une économie collective, rationnelle, organisée et planifiée à l'échelle du monde pour répondre aux besoins des 8 milliards d'êtres humains que nous sommes et pour préserver et entretenir la merveilleuse maison qu'est notre planète.

[...]

Trop souvent nous n'en sommes pas conscients, mais ensemble nous constituons une force capable de révolutionner la société car nous avons, collectivement, tout ce qu'il faut entre nos mains pour renverser le capitalisme et fonder la société sur de tout autres bases.

La grande bourgeoisie, les Arnault, Mulliez, Bolloré, Bettencourt, les Musk, les Bezos, les Trump ne peuvent rien faire sans nous. Sans nous, ils n'ont pas de production. Pas de profits, pas de capitaux. Pas d'ouvriers et de techniciens des médias pour diffuser

leur propagande. Pas de dockers pour acheminer leurs armes. Pas de soldats pour leurs guerres.

Sans le travail des ouvrières de la maroquinerie, des cosmétiques ou de la bijouterie, Bernard Arnault peut dire bye bye à ses 4 milliards de dividendes annuels.

Sans le travail des ouvriers et des ingénieurs de Tesla, de SpaceX ou encore de Starlink, Elon Musk ne serait rien d'autre qu'un agité du bocal m'as-tu-vu et raciste. Quant à Bolloré, ce n'est pas la main de dieu qui a fait sa fortune, mais le travail des ouvriers de la papeterie familiale et celui des marins, des cheminots et des dockers des ports d'Abidjan et de Cotonou !

La grande bourgeoisie ne fait rien de ses deux mains mais elle décide de tout. Nous faisons tout et nous ne décidons de rien. Eh bien imaginez ce que l'on



réaliserait si l'on dirigeait tous, collectivement, l'industrie pharmaceutique, les constructeurs automobiles, les entreprises de bâtiment, la grande distribution, les GAFAM, les assurances !

[...] Tout pousse à une organisation collective. À une société communiste dans le plein sens du terme. Pas la caricature qu'en a donné Staline en URSS, mais une société vraiment démocratique parce que justement les décisions sur ce que l'on produirait, où et comment, seraient discutées et prises tous ensemble

Seules les masses exploitées et opprimées sont capables de pousser l'histoire

en avant et de faire progresser l'humanité. Rien n'est écrit par avance. C'est à nous tous de faire l'histoire. Et nous sommes chacun, individuellement, devant un choix : accepter l'ordre social capitaliste ou le combattre. Car le pouvoir des capitalistes et de leur État ne tombera pas comme un fruit mûr. Il faut que les travailleurs s'en emparent, et cela ne pourra se faire qu'au travers de luttes acharnées. Qu'au travers de la lutte de classe poussée jusqu'à son terme, c'est-à-dire jusqu'à une nouvelle révolution qui remplacerait le pouvoir de la bourgeoisie par le pouvoir des travailleurs.

### Nathalie Arthaud le 8 juin : "Renverser le pouvoir de la bourgeoisie"

Les attaques que nous vivons, ici, dans un des pays les plus riches de la planète sont sans commune mesure avec ce que subissent les Ukrainiens toujours plongés dans une guerre fratricide. Rien à voir avec la routine terrifiante de la guerre et de la faim que vivent des millions de femmes et d'hommes à travers le monde. Rien à voir avec la guerre d'extermination dont sont victimes les Palestiniens de Gaza.

Dans les pays impérialistes, le recul réactionnaire et la barbarie ne prennent

pas encore le visage de la guerre, ils prennent la forme de l'indifférence vis-à-vis du sort de ceux qui sont sous les bombes et privés de tout. Ils prennent la forme de l'individualisme, des idées xénophobes et racistes diffusées d'en haut par les politiciens au pouvoir.

Il faut suivre de près ce qui se passe aux États-Unis, parce que c'est ce que nos politiciens français nous préparent pour demain. Aux dernières nouvelles, il y a la rupture consommée entre Trump et Musk et quand deux coqs capitalistes se

volent dans les plumes, cela soulève pas mal de fumier ! Mais cela ne change rien. Ces deux clowns concentrent un pouvoir économique et politique considérable. Ils ont fait et vont continuer de faire beaucoup de dégâts.

[...] La même évolution est en cours, ici, en France. Il ne se passe pas un jour sans une nouvelle accusation contre les étrangers, les travailleurs issus de l'immigration ou contre les musulmans. Les bas salaires, le chômage et les fermetures d'entreprise ne sont même plus des sujets : tous les

problèmes sont mis sur le dos des immigrés, c'est-à-dire des travailleuses et des travailleurs les plus exploités. [...] Ne laissons pas les petits roquets de droite et d'extrême droite faire passer nos camarades de travail pour des profiteurs ou des menaces !

Ne laissons pas le patronat utiliser nos différences de couleur de peau, de culture, de religion ou d'idées pour opprimer davantage tel ou tel, c'est-à-dire pour nous diviser et dresser des frontières entre nous.

La perspective n'est

pas de nous barricader contre des travailleurs plus pauvres que nous, c'est d'entraîner tout le monde dans la défense de nos intérêts de travailleurs. C'est que chacun prenne sa place dans les organisations et le combat qu'il faut mener pour changer toute la société.

Il n'y aura jamais un combattant de trop dans le camp des travailleurs. À bas l'Europe des barbelés ! Régularisation de tous les sans-papiers ! Liberté de circulation et d'installation des travailleurs sur toute la planète !

# La Fête de Lutte ouvrière

## « Maintenir vivants nos idéaux »

L'évolution réactionnaire dans un pays riche comme la France se mesure aussi à la violence des bandes de jeunes, à l'explosion du trafic de drogue et de la délinquance qui va avec. Le gouvernement et tous les réactionnaires les prennent pour preuve d'une crise morale et de l'ensauvagement de la société.

Mais cette délinquance est le fruit de leur politique. Le fruit de leur abandon de l'éducation et des quartiers populaires. Elle est le fruit d'un système qui cultive l'individualisme et le chacun pour soi, et qui, au lieu d'intégrer ces jeunes, les rejette, les marginalise, les confronte au racisme et aux mille et une humiliations quotidiennes, à commencer par celles de la police.

Alors comment s'étonner que certains jeunes, une toute petite minorité heureusement, ait une envie de casse et de vengeance ? Tout cela est un gâchis humain révoltant, mais il est d'abord et avant tout de la responsabilité d'un État qui méprise et piétine les plus pauvres.

Et puis l'indignation des Retailleau et des Darmanin est sélective. Ils ne parlent d'ensauvagement que pour pointer du doigt les parents des quartiers populaires, les immigrés, bien sûr, les professeurs qui ne sauraient plus ce qu'est l'autorité et qui auraient tourné le dos aux bonnes vieilles valeurs morales et familiales...

Mais quand Fillon pique dans la caisse de l'État, quand Sarkozy s'acoquine avec Kadhafi pour obtenir de quoi financer sa campagne présidentielle et quand Le Pen est prise la main dans le pot de confiture, un pot de confiture à plus de 4 millions quand même, il n'y a pas une seule

leçon de morale ! Bayrou, le père la vertu, a préféré ignorer et peut-être couvrir les crimes odieux des responsables qui ont officié pendant des décennies dans l'établissement catholique de Bétharram. Mais vous n'entendez ni Retailleau ni Le Pen mettre en question sa moralité !

Et regardez ce qui se passe à Gaza ! Depuis 20 mois, un gouvernement prétendument démocratique, un allié de la France et de l'Europe se comporte comme un barbare. Il bombarde, assassine hommes, femmes et enfants, impunément. Impunément, il utilise aujourd'hui la famine comme une arme d'extermination ! Mais pour Bayrou, Darmanin, Retailleau ou Le Pen et Bardella, c'est « circulez, il n'y a rien à voir, Israël ne fait que se défendre ». [...] On ne peut qu'être pris de dégoût face à autant d'hypocrisie et de cynisme.

Tant que le monde du travail reste l'arme au pied et laisse les politiciens de la bourgeoisie occuper le premier rôle, eh bien nous reculerons et l'évolution réactionnaire se poursuivra. Défendre des idées contestataires, critiquer la patrie, l'armée ou la police, dénoncer l'appareil d'État, sans parler de faire grève et manifester, vaudra peut-être demain la prison ou des agressions par des bandes de nervis ou la police. Cette évolution est possible d'autant plus que les dirigeants de la bourgeoisie ne savent même plus comment gérer leur système politique. Ni la démocratie, ni le droit, ni la justice ne nous protégeront de la montée de l'extrême droite qui va de pair avec la crise du capitalisme.

Mais une chose est sûre, les crises qui nous attendent feront bouger les consciences, elles contribueront à la politisation.

Regardez en Israël ou en Ukraine et en Russie, il y a toujours des réactions, parfois de quelques individus qui ne cèdent pas. Ce ne sont que des petites lueurs dans la nuit, mais elles sont porteuses de grands espoirs. Car les périodes les plus sombres ont parfois accouché des plus grandes révolutions, c'est-à-dire des moments où des millions de femmes et d'hommes se transforment en combattants pour changer leur sort.

Alors, même minoritaires et à contre-courant, il nous faut maintenir vivants nos idéaux indissociables de nos idées révolutionnaires !

[...]

## Non aux sacrifices pour la guerre

Il faut se préparer à se défendre et à faire la guerre si nous sommes attaqués, nous disent Macron et Lecomru, le ministre des Armées. Mais qui nous attaque aujourd'hui ? Qui attaque nos retraites, nos salaires, nos conditions de vie ? Les hôpitaux ne sont pas détruits par des bombes russes ! Ils sont démolis de l'intérieur par notre propre gouvernement. Et c'est à lui, à ces politiciens qui passent leur temps à nous faire reculer qu'il faudrait faire confiance ? C'est à eux qu'il faudrait s'en remettre si le pays était attaqué ?

Tant que la population ouvrière ne peut pas contrôler l'armée et ses officiers, tant qu'elle ne peut pas décider elle-même si une guerre mérite d'être menée, il faut refuser de marcher ! Si le gouvernement, l'armée et l'État de la bourgeoisie veulent nous embrigader, ce sera pour que l'on meure pour leurs profits ! Ce sera pour que l'on défende leur ordre impérialiste infâme, meurtrier et barbare.

Nous ne sommes pas encore sous les bombes et nos



enfants ne sont pas au front, mais nous payons déjà pour la guerre. Parce que là, les discours sont bel et bien suivis d'effets. Là il y a des centaines de milliards mis sur la table. En 2017, le budget de la Défense était de 32 milliards. Il est aujourd'hui de 50 milliards et il doit monter à 70 et peut-être même à 100 milliards en 2030. Un peu partout l'État subventionne des entreprises qui fabriquent de la poudre, des obus, des drones ou entre dans leur capital... Voilà ce qu'est la réindustrialisation quand elle est décidée par l'État de la bourgeoisie. Et contrairement aux déclarations de certains dirigeants syndicaux et politiques, il n'y a pas à s'en réjouir !

Les économies que le gouvernement veut nous imposer vont passer dans l'achat d'engins de mort, dans l'embrigadement de nos enfants. Nous manquons d'hôpitaux, mais nous aurons des chars d'assaut. Nous manquons de logements, mais nous aurons des Rafale. Le gouvernement veut que nous creusions notre propre tombe !

Alors, en plus des revendications traditionnelles du mouvement ouvrier sur les salaires, l'emploi ou les retraites, il faut revendiquer la réquisition de tous les profits des marchands d'armes et le contrôle des travailleurs sur les comptes des entreprises de guerre ! Aucun capitaliste ne doit pouvoir se transformer en profiteur de guerre. Et pas un sou de plus pour l'armée, pas un homme pour la guerre !

[...]

## Défendre les perspectives révolutionnaires

On le voit à l'échelle du monde, il y a toujours des femmes et des hommes prêts à se battre contre l'inégalité et l'injustice. Pour que leur lutte ait une chance d'aboutir, il faut qu'ils aient une politique et un parti à la

hauteur de leur courage et de leurs idéaux. Encore une fois, ce parti doit être communiste révolutionnaire et il ne peut qu'être internationaliste, parce que le capitalisme est à abattre à l'échelle internationale. Et même si l'internationalisme est aujourd'hui très minoritaire et à contre-courant, soyez convaincus, camarades, que c'est bien cet internationalisme qui fait aussi la force du monde ouvrier.

Pour finir, camarades, je voudrais dire que le combat pour la révolution et le communisme est un combat difficile, forcément minoritaire 99 % du temps. Car en temps normal, les mécanismes de domination de la bourgeoisie fonctionnent. Les exploités épousent les idées de la classe dominante et se résignent à l'ordre social qu'on leur présente comme le seul et unique possible. Et il est impossible de savoir quelle crise, quelle infamie, quel bouleversement va changer cette conscience et quand ressurgiront des soulèvements de masse.

Mais pour que des révoltes se transforment en révolution, il faut que la chaîne des militants tienne bon. Chacun d'entre nous peut représenter un de ses chaînons.

Heureusement qu'ils ont existé, ces centaines de milliers de militants obscurs, anonymes de l'histoire, depuis les putschistes du temps de Blanqui jusqu'aux militants des cordons révolutionnaires chiliens, en passant par les opposants à la guerre de 1914 emprisonnés !

Selon les périodes, ils n'ont pas forcément connu de grandes luttes. Ils ont consacré leur vie à des tâches souvent ingrates. Mais ils n'ont pas abdiqué. Cette chaîne ne s'est pas brisée et ils ont permis à d'autres de poursuivre le combat.

Et ce n'est pas le propre des militants révolutionnaires, il en est de même en science ou en médecine. Certains travaillent toute leur vie pour faire avancer un problème qu'une autre génération résoudra. Ils ne sont pas récompensés par l'histoire, mais sans eux rien n'aurait débouché.

Alors, quoi que nous réserve la période à venir il faut tenir bon sur nos idées et nos perspectives révolutionnaires !



Débat animé par les camarades haïtiens: Haïti aux mains des gangs.

# La Fête en images





# Nathalie Arthaud le 9 juin : “Construire une nouvelle internationale de travailleurs communistes!”

[...] Cette fête est celle de l'Union communiste internationaliste qui regroupe des camarades des États-Unis, des Antilles, d'Haïti, de Côte d'Ivoire, de Turquie, de la Réunion, les camarades voisins de Grande-Bretagne, d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, d'Espagne, d'Italie et du Maghreb.

Nous avons en commun de nous revendiquer des idées internationalistes. Et dans cette période de montée du nationalisme, du racisme et de multiplication des guerres, ce n'est pas anecdotique. Alors je les salue chaleureusement ainsi que tous les autres groupes et les militants venus d'autres pays, du Brésil ou encore de la Corée du Sud.

[...] Il n'y a rien à attendre de la classe dirigeante. En Ukraine, les dirigeants occidentaux, et en premier lieu les États-Unis, ont expliqué qu'ils défendaient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ils allaient sauver les Ukrainiens, les libérer, nous disaient-ils. Ils les ont soutenus comme la corde soutient le pendu ! [...]

### Arrêter le génocide à Gaza

Et regardez ce qui se passe en Palestine. Les Palestiniens de Gaza vivent un enfer depuis 20 mois. 20 mois de souffrances, de deuil, de lutte pour la survie. Aujourd'hui, Gaza n'est plus qu'une vaste étendue de gravats et un charnier à ciel ouvert. Des milliers

d'enfants n'ont plus que la peau sur les os, des dizaines de milliers d'autres doivent se battre tous les jours pour avoir quelque chose à manger.

Netanyahu prétend faire la guerre au Hamas, mais il fait la guerre à tous les Palestiniens. Il est en train de procéder à une épuration ethnique, à un génocide.

Ses soutiens d'extrême droite et suprémacistes sionistes le revendiquent à haute voix. Depuis le 7 octobre 2023, ils rivalisent d'idées pour exterminer les Palestiniens de Gaza. Les uns évoquant la solution de la bombe atomique, les autres un virus mortel. Et aujourd'hui ils sont tous d'accord pour affamer les habitants de Gaza et pour leur tirer dessus quand il y a de la distribution de nourriture.

Et Israël n'est pas mis au ban des nations. C'est une prétendue démocratie à qui toutes les grandes puissances continuent de fournir des armes et qui agit avec la bénédiction des États-Unis. Eh bien, le massacre des Palestiniens juge non seulement les dirigeants israéliens, mais tous les dirigeants occidentaux !

Nous avons tous été sidérés, révoltés par la proposition de Trump de déporter les habitants de Gaza pour y construire une Riviera. Un tel projet ne peut germer que dans la cervelle atrophiée d'un milliardaire qui

a passé sa vie à exploiter et à écrabouiller tous ceux qu'il pouvait.

Mais les 50 000 morts recensés dans les 15 premiers mois des bombardements israéliens ne sont pas à mettre sur le dos de Trump, mais sur celui de Biden ! C'est Biden, avec son air de curé désolé, qui a donné sa bénédiction à Netanyahu. C'est Biden qui lui a fourni de quoi lancer plus de 45 000 bombes sur Gaza. [...]

De son côté, Macron se dit prêt à reconnaître un État palestinien. Alors que la possibilité physique de l'existence d'un État palestinien disparaît sous nos yeux, tout cela ressemble à une très mauvaise farce.

Cela fait plus de 77 ans que les dirigeants occidentaux couvrent les exactions israéliennes, la colonisation et la violation de toutes les résolutions de l'ONU. Et aujourd'hui ils continuent de soutenir Israël dans sa prétendue guerre contre le Hamas. Tout cela au nom de la défense du droit d'Israël à exister et de la protection du peuple Juif.

[...] Contrairement à ce que veulent faire croire les organisations sionistes d'extrême droite d'un côté et les organisations islamistes réactionnaires de l'autre comme le Hamas, la coexistence fraternelle entre le peuple israélien et le peuple palestinien ainsi que les peuples arabes voisins serait possible.

[...] Cela ne peut pas

s'imaginer sans un soulèvement des peuples de la région contre leurs dirigeants, à commencer par celui du peuple israélien, contre les bourreaux qui dirigent aujourd'hui Israël. Un soulèvement capable de s'étendre à tous les opprimés du Moyen-Orient et qui, tel un tremblement de terre révolutionnaire, ébranle y compris les forteresses impérialistes.

Alors, ce combat dépend aussi de nous ici, de notre capacité à dénoncer et à combattre la bourgeoisie et son ordre impérialiste. Il dépend de notre capacité à ouvrir la voie pour des relations fraternelles entre peuples égaux et conscients de faire partie d'une humanité une et indivisible.

### Pas d'avenir en dehors de l'internationalisme

[...] La seule façon d'en finir avec ces guerres, c'est de mettre fin à l'impérialisme, c'est-à-dire de renverser le capitalisme à l'échelle du monde. Alors si nous voulons, la paix, il faut préparer la révolution !

[...] Nos dirigeants ne perdent pas une occasion d'agiter le nationalisme : la musique, le sport, des rencontres de ballon rond ou de longueurs de crawl, l'origine du Pape... tout est prétexte à un cocorico.

Nos sentiments, l'attachement que l'on peut avoir à notre origine, à notre famille, à notre ville, à la culture, et à la langue dans lesquelles nous avons

grandi... tout est utilisé pour nous enrôler dans un nationalisme de plus en plus identitaire et raciste, un nationalisme de plus en plus agressif contre tous les autres.

Les travailleurs français sont censés faire bloc derrière Macron et la bourgeoisie française, les Arnault, Peugeot, Michelin, Mulliez. Les travailleurs algériens derrière Tebboune, les travailleurs marocains derrière leur roi. Les travailleurs américains derrière le milliardaire de la Maison Blanche.

Le nationalisme est la corde que tous les dirigeants cherchent à mettre au cou des travailleurs pour qu'ils se rangent derrière leurs propres exploités et leurs frères d'exploitation qui ont une autre origine.

Marcher dans cette politique de repli national et de rejet de l'immigration, défendue ici par Le Pen, Bardella, Retailleau et Cie, c'est se tromper d'ennemi : il n'y a pas un seul travailleur de trop dans la société. Ceux qui sont de trop, ce sont les exploités, les parasites qui contrôlent des milliards et sèment la misère dans les pays riches, aussi bien que dans les pays pauvres !

[...] Tous ceux qui veulent remettre les frontières à la mode, nous enfermer derrière des barbelés et des murs et transformer l'économie mondialisée en économie nationale sont voués à échouer. Ils ne peuvent pas faire tourner la roue en arrière ! [...] Face à cette internationale réactionnaire et face à tous les autres larbins des capitalistes qui leur ouvrent un boulevard, les Macron, Merz, Starmer, il faut construire l'unité des travailleurs révolutionnaires.

Il faut œuvrer à la construction d'une nouvelle internationale de travailleurs communistes, une internationale révolutionnaire.

L'intégralité du texte et les vidéos des interventions sont disponibles sur le site de Lutte ouvrière : [www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)



## Gaza : Israël soutient les gangs criminels

**L'armée israélienne maintient le blocus de Gaza, ne laisse passer que quelques camions de vivres bien insuffisants pour nourrir deux millions d'habitants et impose que leur distribution soit organisée dans des centres militarisés.**

Avigdor Lieberman, un ancien ministre de la Défense, lui-même d'extrême droite mais concurrent de Netanyahu, vient de confirmer que le gouvernement « transfère des armes à des groupes de voyous et de criminels ».

Il ne fait que rendre publique une réalité que les Gazaouis subissent depuis plusieurs mois. Le chaos

engendré par deux ans et demi de bombardements et de destructions, les déplacements forcés de la population, les pénuries des produits indispensables pour survivre, la recherche d'un moyen de quitter au prix fort l'enfer de Gaza, ne pouvaient que favoriser les pillards et les trafiquants. Mais, si ce chaos a permis à des criminels emprisonnés

par le Hamas de retrouver leur liberté, il n'explique pas tout.

Les dirigeants israéliens ont fait le choix cynique de faciliter le développement de certains gangs, en les armant et en les mettant à l'abri de la répression du Hamas. Netanyahu lui-même a reconnu publiquement avoir « activé » des clans à Gaza. Ainsi le gang de Yasser Abou Shebab, emprisonné pour trafic de drogue avant le 7 octobre 2023 a pu trouver refuge dans les zones sous contrôle de l'armée israélienne. Il a recruté plus d'une centaine d'hommes de main et dispose d'armes flambant neuves qui lui ont permis d'attaquer les convois des ONG pendant que leurs agents de sécurité subissaient les tirs israéliens.

Le calcul des dirigeants israéliens est double. Ces gangs aggravent le quotidien des Gazaouis en détruisant les forts liens de solidarité qui permettent la survie de la population. Cela

rend encore plus impossible le maintien des Palestiniens dans l'enclave et peut les pousser au départ. En favorisant l'emprise de ces gangs, Netanyahu, qui refuse toute solution politique permettant de restaurer une autorité palestinienne à Gaza, vise à concurrencer et affaiblir encore davantage le Hamas alors que le massacre en cours des Gazaouis n'a pas réussi à l'éliminer.

Les dirigeants israéliens reprennent, contre le Hamas, la politique qu'ils avaient menée, dans les années 1980-1990, contre le Fatah de Yasser Arafat. Ils avaient alors favorisé les Frères musulmans, puis le Hamas, la branche politico-militaire qui en est issue. Cela avait aidé les islamistes à prendre le pouvoir à Gaza, en gagnant les élections fin 2006 mais surtout en éliminant physiquement les cadres du Fatah.

Les gangs, qui sont avant tout des criminels, semblent se donner un vernis politique. Sur les réseaux

sociaux, Abou Shebab prétend incarner « la voix d'un peuple fatigué du chaos, du terrorisme et de la division ». De son côté, Lieberman affirme qu'il serait « proche de l'État islamique ». Quoi qu'il en soit, on voit que les dirigeants israéliens n'ont pas plus de scrupules aujourd'hui qu'hier et sont prêts à financer des groupes islamistes mafieux pour combattre leurs ennemis du moment. De plus, ils n'ont rien appris car s'ils y trouvent leur compte, les gangs mafieux que les dirigeants israéliens soutiennent aujourd'hui à Gaza pourront, demain, faire allégeance à telle ou telle mouvance que leur politique criminelle et celle de l'impérialisme au Moyen-Orient et en Afrique fait émerger. Si les Palestiniens subissent aujourd'hui dans leur chair cette incessante politique du pire, elle peut très bien revenir en boomerang sur les dirigeants israéliens.

**Xavier Lachau**



Gaza City, le 10 juin.

## États-Unis : manifestations contre la chasse aux migrants

**Donald Trump a donné un coup d'accélérateur à sa politique de chasse aux migrants. De véritables opérations commando ont été récemment organisées, lors desquelles la police fédérale, masquée, en tenue militaire, roulant en blindés, est venue arrêter des travailleurs sans papiers sur leur lieu de travail.**

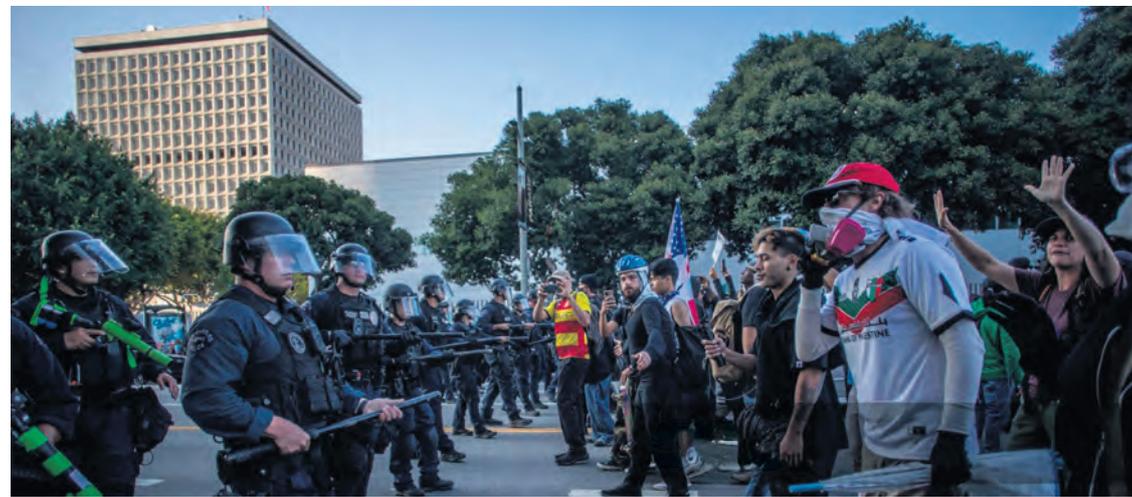
À San Diego fin mai, puis à Los Angeles le 6 juin, la cible était des employés de restaurant, des employés d'un entrepôt de textiles et des ouvriers du bâtiment attendant sur les parkings des magasins de matériel de construction qu'un petit patron les embauche à la journée. Ces raids étaient conçus pour être spectaculaires et pour embarrasser les politiciens démocrates qui dirigent ces villes, qui les présentent comme des « sanctuaires » à l'abri de la xénophobie d'État qui règne à la Maison Blanche.

Ni la maire de Los Angeles, ni le gouverneur de Californie, tous deux démocrates, n'ont empêché l'arrestation de dizaines de travailleurs sans papiers. Mais des réseaux d'aide aux travailleurs immigrés se sont interposés, ont tenté d'arracher leurs camarades

des griffes de la police fédérale et ont ensuite encerclé les locaux où ils étaient détenus. Des centaines de manifestants se sont joints à eux, affrontant des policiers brandissant des fusils d'assaut et tirant des gaz lacrymogènes.

Les autorités démocrates ont ensuite dépêché la police locale pour contenir les protestations, qualifiées de violentes, et arrêter des manifestants, sans avoir besoin pour cela de l'armée que Trump a mobilisée spectaculairement.

Des gardes nationaux et des marines ont été envoyées à Los Angeles par Trump. Ils protègent des bâtiments que personne ne menace, et servent surtout à renforcer la posture d'homme à poigne de Trump. Il a d'autant plus besoin de faire du bruit en mobilisant l'armée, qu'il



Manifestation dispersée par la police de Los Angeles, le 10 juin.

tâche au même moment de faire passer beaucoup plus discrètement dans le budget des dispositions qui priveront 11 millions de pauvres de couverture médicale et d'accès à l'aide alimentaire.

Supportant mal le fait que ses prédécesseurs démocrates, Obama puis Biden, ont fait arrêter et renvoyer plus de sans-papiers que lui jusqu'à présent, Trump veut faire du chiffre en prétendant s'en prendre aux criminels étrangers. Or, il est plus facile d'arrêter un lycéen se rendant à un

entraînement de volley et des ouvriers sur leur lieu de travail que de mettre derrière les barreaux de véritables gangsters dont le métier est de se cacher de la police.

Trump mène une politique de division des travailleurs qui, si elle peut gêner ponctuellement quelques petits patrons employant des sans-papiers, permet à bien d'autres de profiter de l'insécurité dans laquelle l'État plonge une partie de la classe ouvrière. Le patronat s'en sert pour tirer vers le bas les salaires,

et compris ceux des travailleurs américains.

Ce ne sont pas les procédures judiciaires contestant la légalité douteuse des ordres et décrets de Trump – spécialité du Parti démocrate – qui l'empêchent de frapper des travailleurs. Mais les arrestations d'ouvriers sans papiers à Los Angeles ont provoqué des manifestations de protestation dans plusieurs autres villes. Il est à espérer qu'elles seront une étape dans la prise de conscience du véritable contenu de la politique de Trump.

**Lucien Détroit**

## Panama : les travailleurs de la banane contre Chiquita Brands

**Au Panama, le 23 avril, les enseignants commençaient une grève illimitée contre une réforme du régime des retraites, puis le mouvement gagnait différentes corporations. Le 28, le syndicat des travailleurs de la banane (Sitraibana) appelait à son tour à la grève.**

La province de Bocas del Toro, frontalière du Costa Rica, est maintenant coupée du reste du pays. L'économie de la province est entre les mains de la multinationale nord-américaine Chiquita Brands, qui y possède 26 plantations de bananes couvrant 7 000 hectares et employant 6 500 ouvriers agricoles. Chiquita est le nouveau nom de la tristement célèbre United Fruit, restée un symbole de l'impérialisme US, responsable dans le passé de massacres d'ouvriers agricoles et reconnue coupable d'avoir financé les paramilitaires d'extrême droite en Colombie au moins jusqu'en 2004.

En 2017, lors d'une précédente grève, les travailleurs de la banane avaient imposé l'adoption d'une loi comportant des droits nouveaux : une pension maladie, d'invalidité et de retraite à hauteur de 80 % du salaire et une retraite anticipée à 58 ans pour les hommes, 54 ans pour les femmes effectuant les tâches les plus dures. C'est l'adoption d'une nouvelle loi par le Congrès en mars, la loi 462, remettant en cause ces droits et amputant lourdement les pensions de retraite qui a déclenché le mouvement.

Fin avril, les grévistes ont commencé à bloquer les routes et on a compté

rapidement près de 500 barrages. Les conséquences ont été telles que le gouvernement devait affréter des vols de ravitaillement à destination de l'aérodrome de Changuinola, sur la côte caraïbe, au cœur de l'empire de la Chiquita. La compagnie américaine a alors commencé un lock-out de plus en plus général, en annonçant d'abord l'arrêt de ses activités dans certaines exploitations. Au bout d'un mois de grève, elle annonçait avoir perdu 2 millions de caisses de bananes, soit 1 600 conteneurs, et dans la foulée licenciait d'un coup 5 000 travailleurs saisonniers. Mais très peu se présentèrent pour signer leur fin de contrat et recevoir la paie des jours travaillés.

Six jours plus tard encore, le gouvernement déclarait l'état d'urgence dans la province. Alors que les affrontements entre la



CHIQUITA BRANDS

Ouvriers de Chiquita Brands.

police et les grévistes se multipliaient autour des barrages, le 2 juin, Chiquita Brand mettait fin aux activités de son siège administratif. Puis elle licenciait la totalité de ses 1 500 travailleurs permanents, la totalité des effectifs restants et annonçait l'arrêt définitif de ses activités au Panama... sans que cela mette fin au mouvement.

Le 6 juin, face à cette grève puissante, le président de droite José Raul

Mulino a dû accepter l'ouverture de négociations. Mulino déclarait s'engager à présenter un projet de loi rétablissant les droits des travailleurs de la banane, à condition que les blocages prennent fin immédiatement. Malgré ce chantage et l'acceptation du syndicat, qui devait rencontrer l'ensemble des parlementaires à Panama City, la capitale, sur le terrain le mouvement continuait.

**Antoine Ferrer**

## Turquie : la grève à la municipalité d'Izmir

*Du 29 mai au 4 juin, 23 000 travailleurs de la municipalité d'Izmir, à l'ouest de la Turquie, ont fait grève pour des augmentations de salaire.*

*La municipalité est dirigée par le CHP, le Parti social-démocrate, qui apparaît comme le principal opposant d'Erdogan dans le pays. Le maire d'Istanbul, qui appartient lui aussi au CHP, a d'ailleurs été emprisonné il y a plusieurs semaines à la demande d'Erdogan. Le CHP se prétend favorable aux travailleurs ; en fait, le maire d'Izmir a eu durant cette grève une attitude de patron de combat, avant de devoir reculer face à la détermination des grévistes, aux réactions dans le pays et sous la pression d'une partie du CHP, gênée par son attitude. C'est un succès pour les travailleurs, au moment où toute la classe ouvrière est frappée par les conséquences d'une inflation qui frise 100 % l'an.*

*L'article suivant est extrait du journal de nos camarades de Sinif Mücadelesi (Union communiste internationaliste,*

Les travailleurs d'Izmir, d'Izenerji et d'Egesehir, sous-traitants de la grande municipalité métropolitaine d'Izmir, se sont mis en grève le 29 mai après l'échec des négociations pour le renouvellement de leur convention collective. Ils refusaient la proposition de la municipalité d'une augmentation de 29,16 % sur un an et ont manifesté dans plusieurs quartiers de la ville en faisant entendre leurs slogans : « Pas de charité, mais une convention collective », « Nous ne voulons pas de salaires de misère », « La victoire sera

celle des travailleurs qui résistent », « Nous voulons être rémunérés à la hauteur de notre sueur. »

Ercan Gül, représentant de Genel-Is, le syndicat auquel ils sont affiliés, a déclaré dans un communiqué au sujet des négociations qui avaient duré cinq mois et demi : « La municipalité a expliqué les difficultés économiques qu'elle-même rencontre. Nous essayons de les comprendre, mais il nous est impossible d'accepter les augmentations qu'elle propose ».

Il s'agit de la première grève dans l'histoire de la

métropole d'Izmir. La direction a tenté de menacer les grévistes, de leur faire signer un contrat individuel pour qu'ils reprennent le travail, et de monter la population contre eux. Mais les grévistes ont refusé et la grève, qui a interrompu de nombreux services tels que la collecte des ordures, le nettoyage, les travaux publics, les parcs et jardins, les services sociaux, est restée soutenue par la population.

Les grévistes revendiquaient également l'égalité salariale entre employés de

la municipalité, comme l'a déclaré l'un des représentants du syndicat lors d'un rassemblement : « Nous voulons toucher le même salaire que nos collègues qui font le même travail et travaillent au même endroit que nous. »

Selon le syndicat, la direction refusait d'appliquer l'ajustement des salaires au bout de trois mois d'inflation consécutifs qui est prévu par un accord passé il y a plusieurs années. Elle refusait aussi le rattachement des agents de sécurité à la convention collective,

contrairement à la loi, avec pour conséquence des inégalités salariales importantes : « Pour le même travail, l'un reçoit cinq fois plus que l'autre », a dénoncé un syndicaliste.

Finalement, le 4 juin, la direction de la municipalité a été contrainte de signer un accord prévoyant une augmentation de salaire de 30 % s'appliquant rétroactivement aux six premiers mois de l'année 2025, puis une nouvelle augmentation de 19 % à compter de juillet.

**Sinif Mücadelesi**



TURKISH TIME: FR CVN

Manifestation des employés municipaux.

# Protection des océans : un sommet pour faire semblant

Le sommet des Nations unies sur l'océan s'est ouvert à Nice, lundi 9 juin, en présence d'une soixantaine de chefs d'État. On pouvait donc s'attendre, durant la semaine, à un flot de discours d'autant plus écologiques qu'ils auront moins de conséquences.

Macron a commencé par qualifier de triomphe la signature de quinze nouveaux pays permettant la mise en œuvre d'ici à la fin de l'année du traité de protection de la haute mer. Il s'agit de délimiter et de faire respecter des aires marines protégées (AMP) dans les eaux internationales, comme il en existe dans les eaux territoriales, françaises par exemple.

Ce triomphe macronien, outre le fait qu'il n'est pas avéré, ne recouvre pas grand-chose : dans les AMP françaises, les industriels de la mer peuvent à peu près tout faire sauf vidanger leur réservoir, jeter leur

cargaison à la mer ou forer des puits de pétrole. Instaurer une AMP de cet ordre au milieu de l'océan ne gênera donc personne, d'autant qu'il n'y aura personne pour contrôler son respect.

À ce jour, les armateurs ne sont même pas tenus de déclarer les conteneurs qui tombent à la mer dans les eaux internationales.

La question de la décarbonation de la marine de commerce est à l'ordre du jour dans les mêmes termes que celle de l'industrie de terre ferme. Les armateurs, à l'origine de l'émission de 3 % du total des gaz à effet de serre, sont d'accord sur tout, du moment qu'on leur

offre des subventions. Ils les encaissent, les plus gros en absorbent la quasi-totalité et s'équipent très lentement de nouveaux moteurs qui polluent... différemment.

L'océan se vidant manifestement de ses poissons, les chefs d'État et l'ONU vont discuter des subventions à la pêche, c'est-à-dire de la façon dont certains États aident des bateaux usines à ravager sans discernement des zones entières.

Au nombre des États en question il y a évidemment la France et les autres pays d'Europe, leurs puissantes pêcheries et leurs navires usines. Les capitalistes du secteur ont consciencieusement massacré les baleines et les morues. Ils sont en bonne voie d'exterminer les thons et ne s'arrêteront pas de leur plein gré, sommet de Nice ou pas.



SEA SHEPERD FRANCE

Les dirigeants présents vont discuter du droit ou non d'explorer les fonds marins et de les retourner à la pelleuse amphibie pour trouver des pépites.

En fait, les entreprises qui veulent tenter cette activité et se moquent des risques pour la vie marine se sont mises sous la protection de Trump. Le président américain, le foreur en chef, ne s'est pas déplacé et, de plus, si profit il y a, aucun capitaliste ne se sentira tenu par aucune loi.

Enfin, il sera question de la pollution plastique... évidemment avec la même

bonne foi et la même efficacité que sur la terre ferme. Faire reculer l'usage du plastique mettrait en cause les profits des pétroliers, de la grande distribution, de l'industrie chimique, de la logistique, qui sont intouchables.

Sur toutes ces questions, des scientifiques du monde entier ont produit maints rapports documentés, convaincants et, désormais, de plus en plus inquiétants. Mais, devant l'océan des profits, l'océan des sirènes peut bien crever.

**Paul Galois**

# OTAN : union sacrée pour l'armement

En visite à Londres, le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a réaffirmé l'objectif d'une accélération de la hausse des dépenses militaires des pays membres de l'alliance.

« En Ukraine, la Russie sème la terreur par le ciel », a-t-il déclaré, justifiant ainsi la nécessité, selon lui, d'une augmentation de 400 % des capacités de défense aérienne et antimissiles de l'OTAN. Sans aller jusqu'à évoquer une invasion terrestre russe – scénario hautement improbable à ce jour –, Rutte a également plaidé pour l'achat de milliers de chars et de millions d'obus supplémentaires. « L'OTAN doit devenir plus forte et plus létale », a-t-il ajouté. Autrement dit, il s'agit de pouvoir tuer plus,

et plus vite.

Pour cela, il faudrait selon Rutte que les pays membres consacrent 5 % de leur PIB à l'armement : 3,5 % pour les dépenses militaires à proprement parler, et 1,5 % pour des dépenses dites de sécurité, comme la cybersécurité ou les infrastructures logistiques permettant un déploiement rapide des forces. À l'échelle des 32 membres actuels de l'OTAN, cela représenterait plus de 1 100 milliards de dollars supplémentaires chaque année par rapport au montant de leurs dépenses militaires en 2023.

Entre 2017 et 2024, le Canada et les pays européens ont déjà augmenté leurs dépenses militaires de 700 milliards de dollars. Nombre d'entre eux ont atteint l'objectif des 2 % du PIB fixé en 2014 par l'OTAN. C'est le cas de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et du Royaume-Uni. La Pologne détient le record européen, consacrant déjà 4,7 % de son PIB à l'armée. Mais ce n'est pas encore assez, car

les dirigeants de ces États se préparent à une multiplication des conflits, voire à une guerre généralisée entre grandes puissances, avec la Chine dans le viseur. Brandir la menace russe, comme le fait Rutte, est un prétexte pour cet objectif plus large.

Derrière les déclarations de celui-ci, il y a aussi la pression des États-Unis pour que leurs alliés européens participent davantage au financement des guerres d'aujourd'hui, en particulier en Ukraine, et de celles de demain. Il l'a poliment exprimé en réclamant que l'OTAN devienne une alliance « plus équitable », allusion au fait que les dépenses militaires américaines surpassent, et de loin, celles de tous les autres



MINISTÈRE DES ARMÉES

Militaires français en Estonie dans le cadre d'un exercice de l'OTAN.

membres. Trump avait été plus direct il y a quelques mois, lorsqu'il menaçait les pays européens qui n'atteindraient pas l'objectif des 5 % de les priver de la protection de l'armée américaine en cas de conflit.

L'impérialisme américain est en position de force pour imposer à ses alliés de mettre davantage la main à la poche. Mais, au-delà de

ces tractations, tous les dirigeants des pays de l'OTAN, des États-Unis à l'Europe en passant par le Canada, sont d'accord sur l'essentiel : il faut des armes et encore des armes pour être prêts à défendre par la force les intérêts impérialistes dans le monde, quel qu'en soit le coût financier et humain.

**Claire Dunois**



## Lisez Lutte de classe

revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 248 (mai-juin 2025)

- L'économie mondiale sous l'emprise des dettes et des financiers
- De Staline à Poutine, une complicité de longue date avec l'impérialisme
- Après le retour au pouvoir de Trump, la situation politique aux États-Unis
- Les réseaux sociaux, un « espace de liberté »... soumis au capital
- August Bebel, Femmes et socialisme (1879)
- Albert Rhys Williams, À travers la révolution russe



Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.

## Domo – Saint-Fons : **non aux licenciements !**

**Le mouvement de débrayage de travailleurs postés et de journaliers de l'usine de Belle-Étoile en équipes 5x8 se poursuit contre la suppression de 155 emplois. Plusieurs dizaines d'entre eux se sont retrouvés devant l'usine les 2 et 3 juin pour diffuser un tract et convaincre leurs collègues de débrayer avec eux.**

Durant plusieurs heures, les travailleurs sont restés à l'entrée et les discussions ont été nombreuses. Des salariés d'entreprises sous-traitantes se sont arrêtés, plusieurs manifestant leur solidarité et leur sympathie, parfois par des signes ou des tapes sur l'épaule pour les non-francophones comme les soudeurs ukrainiens.

Le 5 juin, le piquet à l'entrée du site a rassemblé encore plus de monde. Un groupe de travailleurs est allé au rassemblement organisé par la CGT devant le Medef à Lyon, pour faire connaître leur situation et leur combat. Le vendredi 6, la direction a tenté, en vain, d'intimider les travailleurs, en venant accompagnée d'un huissier sur le piquet, qui s'était maintenu.

Les séances de prétendues négociations avec la direction se succèdent, sans que rien ne bouge. Des représentants des ateliers en lutte y assistent en plus des élus syndicaux, après s'y

être imposés, et observent directement les mensonges et le mépris de la direction. Le directeur s'est énervé face à un travailleur qui lui disait ses quatre vérités, et prétend que les revendications avancées menaceraient de couler l'usine. Comme si les patrons n'étaient pas en train de la fermer par morceaux !

Les travailleurs sont victimes de grandes manœuvres capitalistes : le géant allemand BASF, qui voulait récupérer l'ensemble de la production de polyamides d'Europe, et le belge Solvay, qui voulait s'en désengager, avaient vu leurs plans bloqués en 2019 par la Commission européenne, qui refusait que BASF se retrouve en situation de monopole. Ils ont alors sorti du chapeau une société belge, Domo, pour reprendre l'usine de Saint-Fons. Depuis cinq ans, celui-ci n'a fait aucun investissement majeur... et annonce aujourd'hui la fermeture



Manifestation devant le siège du Medef à Lyon, 5 juin 2025.

de la moitié nord de l'usine, ce qui mettra BASF en situation de monopole en Europe pour une famille de polymères. En même temps, Domo vient d'annoncer la revente à BASF de la moitié de la joint-venture à Chalmé, achetée elle aussi en même temps à Solvay. La boucle est bouclée et la ficelle est grosse !

Les travailleurs continuent de réclamer une prime supralégale d'au minimum 80 000 euros en plus de la prime Domo (calculée selon le salaire et l'ancienneté) pour les salariés licenciés. Les patrons de Domo, Solvay et BASF, qui se sont entendus sur leur dos, ont largement les moyens de payer.

La semaine du 9 juin, des

arrêts techniques importants et obligatoires étaient programmés, nécessitant l'intervention de dizaines d'entreprises sous-traitantes, mais aussi des salariés de Domo pour que les installations s'arrêtent correctement. Mais les rassemblements ont continué devant l'usine.

**Correspondant LO**

## Stellantis – Douvrin : **mobilisation réussie**

**Le 22 mai, plusieurs dizaines de salariés se sont retrouvés aux trois tourniquets de l'usine pour faire signer une pétition exigeant des garanties pour tous les CDI, les intérimaires et les sous-traitants.**

Pour ne pas faire les frais de la fermeture de l'usine, les travailleurs revendiquent depuis plusieurs mois des reclassements pour tous, des primes et indemnités, des départs en congé senior à 5 ans de la retraite sans perte de ressources, la prise en compte du reclassement des malades et salariés à temps partiel...

Malgré la période propice à la prise des congés, la pétition a été une réussite :

près de 340 signatures, soit plus de 60 % du personnel présent au travail. Le mercredi suivant, le 28 mai, près de 50 salariés se sont rassemblés à l'inter-poste pour les déposer à la direction.

Devant quelques dizaines de salariés la direction a voulu se montrer rassurante en prétextant que la fermeture n'était pas décidée et qu'elle accompagnerait tout le monde. Elle n'a convaincu personne,

d'autant plus que l'on a appris encore dernièrement que la gare routière va disparaître en septembre, que des robots sont en passe d'être démontés sur les lignes d'assemblage et que la direction prépare activement la clôture du comité social d'entreprise pour début 2026.

Les travailleurs lui ont fait comprendre qu'ils vont continuer à se mobiliser jusqu'à ce que Stellantis se mette à table pour écrire noir sur blanc les garanties revendiquées pour tous, CDI, intérimaires et sous-traitants !

Dans ce combat, les travailleurs peuvent se renforcer en s'adressant à ceux de Stellantis Poissy, concernés, ainsi que les sous-traitants, par la même politique du groupe qui liquide les usines et les emplois.

Les travailleurs doivent avoir la garantie de pouvoir continuer à remplir leur frigo et de faire vivre leur famille ; pour cela Stellantis doit payer !

**Correspondant LO**



Rassemblement contre la fermeture annoncée.

## Salaires : **l'acompte ne fait pas le compte**

Jean Laussucq, député macroniste et ancien directeur de cabinet de Rachida Dati, a déposé mardi 20 mai une proposition de loi sur le versement d'un acompte. Il s'agirait de pouvoir débloquer son salaire plus tôt dans le mois, et en plusieurs fois.

Aujourd'hui, un salarié peut demander un acompte à son patron à partir du 15 du mois, dans la limite de 50 % de son salaire. La réforme proposée, lui permettrait de demander une partie du salaire dès la première semaine, et jusqu'à cinq fois dans le mois, toujours dans la limite de 50 %. Le député prétend lutter contre les découverts et les frais bancaires qui vont avec, et affirme que les travailleurs pourront

ainsi ajuster au mieux leurs dépenses. En effet, selon lui, le salaire versé en une fois serait dépensé trop rapidement, ce qui sous-entend que les travailleurs ne savent pas gérer leur argent. Il faut quand même oser !

Si de plus en plus de familles ouvrières se retrouvent à découvert dès le 10 du mois, ce n'est pas parce que les salaires sont versés à la fin du mois, mais bien parce qu'ils sont insuffisants. Un acompte sur un salaire trop bas ne changera rien à l'affaire. Revaloriser tous les salaires et les indexer sur le coût réel de la vie sont les seules mesures qui pourraient améliorer concrètement celle du plus grand nombre.

**Camille Paglieri**

## Baomarc : les travailleurs font céder Renault

La centaine de travailleurs de Baomarc, sous-traitant de l'usine Renault-Sovab de Batilly, près de Metz, se sont mis en grève à l'appel de l'intersyndicale FO-CGT-CGC-UNSA pour garder leur emploi. Ils ont fait céder Renault en 24 heures.

Renault a réduit la production du Master à l'usine Sovab de Batilly. Du coup, le sous-traitant Baomarc situé à quelques kilomètres, à Argancy en Moselle, menaçait de fermer ses portes. Baomarc fabrique des éléments de châssis pour le Master dont la fabrication a été revue à la baisse par Renault qui, de son côté, a licencié 700 intérimaires en février, tandis que Baomarc

renvoyait une soixantaine d'intérimaires.

Mardi 3 juin, les travailleurs de Baomarc ont massivement cessé de travailler. La Sovab a d'abord annoncé du chômage, puis que Renault avait accepté de renflouer la trésorerie de Baomarc, qui lui-même doit de l'argent à ses fournisseurs. À condition que le travail reprenne, la direction acceptait de payer les heures

de grève.

Cela a été ressenti comme un succès par les grévistes de Baomarc qui refusaient d'être les sacrifiés des multinationales. Ils ont repris le travail le 4 juin. Des travailleurs de la Sovab disaient qu'ils avaient eu bien raison et qu'ils auraient dû en faire autant.

D'autant que les deux groupes ne sont pas des petits épiciers en difficulté ! Baomarc a pour actionnaire Baowu, le numéro un mondial de l'acier. Les deux ont reçu des aides publiques, les deux font du profit.

Correspondant LO

## Dans les bulletins Lutte ouvrière



### Direction pyromane

Toujours en grève depuis plus d'un mois, l'équipe paramédicale de médecine interne continue le combat engagé depuis fin avril pour exiger des recrutements. La direction, prête à tout pour ne pas embaucher, a décidé sans concerter personne de fermer brutalement tout le service du rez-de-chaussée. Elle essaie même de réquisitionner les aides-soignantes de l'étage fermé pour les envoyer travailler ailleurs dans l'hôpital, alors que les besoins restent immenses dans l'autre service de médecine interne.

La fermeture va aussi aggraver la situation des urgences : les malades vont s'y entasser encore plus. C'est la seule chose que la direction sait faire : détruire l'hôpital et anéantir l'accès aux soins. Hôpital de la Croix-Rousse - Lyon

### Les actionnaires, eux, ne sont pas crevés

La direction met fin au dispositif congé senior en expliquant qu'elle en a accepté suffisamment. Pourtant, il y a encore beaucoup de seniors qui voudraient pouvoir partir trois ans avant. Les grands directeurs ne

peuvent pas comprendre ça. L'exploitation des ouvriers, ça ne leur fait mal nulle part.

Stellantis - Metz

### On voit où cela mène

Dimanche 18 mai, la panne du système radar des avions d'Orly a fait annuler 130 vols sur les 330 prévus. Même des avions prêts au départ ont débarqué leurs passagers, avec la pagaille qu'on imagine. C'est une des conséquences de leur politique d'économies sur la maintenance et la surveillance. Des économies sur notre dos et celui des passagers.

Roissy CDG

### Responsables et coupables

Vendredi 30 mai, un automoteur transportant des voyageurs a percuté un engin de chantier laissé dans l'entrevoie sur la ligne Paris-Laon.

Le chantier comptait une multitude d'entreprises sous-traitantes. Ce sont les sommets de la SNCF qui généralisent ce type de chantier.

Quel que soit le résultat de l'enquête, les vrais responsables sont bien au frais dans leurs bureaux.

SNCF Paris-Est



FRANCE TÉLÉVISIONS

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

## Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :  
LUTTE OUVRIÈRE  
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



## Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe   
Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet  
www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org  
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia  
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

# Après le meurtre de Nogent : **qui fabrique la violence ?**

Mardi 10 juin, Mélanie Grapinet, assistante d'éducation de 31 ans dans un collège de Nogent, en Haute-Marne, a été frappée de plusieurs coups de couteau à la gorge par un élève. Elle a succombé à ses blessures.

Le drame s'est produit à 8 heures, à l'occasion d'une opération de fouille des élèves par la gendarmerie. C'était la seconde opération de ce type organisée depuis février. L'élève en question qui est en troisième et devait passer en seconde est présenté comme « sans histoire », même s'il avait été exclu temporairement de l'établissement en début d'année scolaire. Tout cela semblait dépassé.

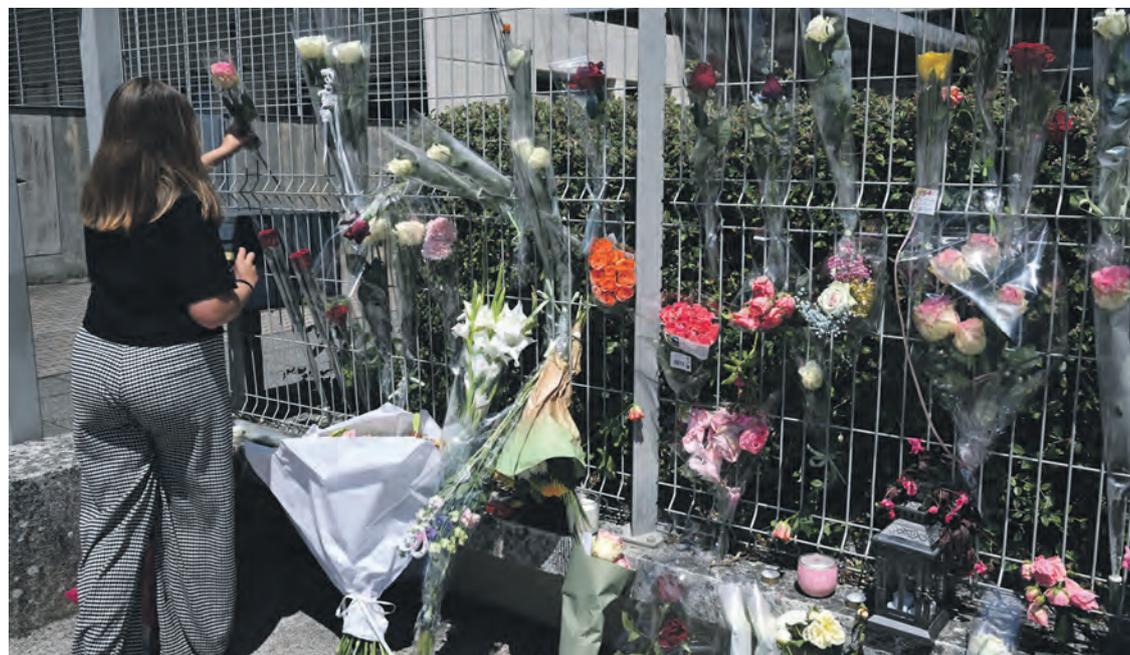
Depuis le drame, les responsables politiques ont enchaîné les déclarations à l'emporte-pièce. En mal de propositions, François Bayrou a proposé d'expérimenter l'utilisation de portiques de sécurité devant les établissements scolaires et Emmanuel Macron l'interdiction de la vente de couteaux aux mineurs. Le Pen et les députés RN de Haute-Marne y sont allés de leur couplet contre « une société du laxisme ».

Cette agitation média-

tique masque mal l'impuissance des responsables politiques et de l'administration devant la montée de la violence. Macron et les autres mettent en cause les réseaux sociaux qui diffusent à longueur de journée des images violentes, de guerre et de pornographie, et aboliraient ainsi le sens moral de la jeunesse. Mais les réseaux en question sont une activité commerciale très lucrative et même portée aux nues par tous les dirigeants de ce monde. Les multimilliardaires qui en sont propriétaires refusent évidemment tout contrôle sur les contenus et se moquent des conséquences éventuelles.

Surtout, réseaux sociaux ou pas, contrôle ou pas, personne, pas même un gamin de quinze ans d'un petit collège tranquille, n'est à l'abri de la folie du monde, de l'anxiété, de la panique sociale.

La responsabilité des Macron, Retailleau, Le Pen et autres n'est pas seulement



FRANCOIS NASCIMBENI/AFP

Devant le collège Françoise Dolto.

morale, au sens où c'est leur monde du tous contre tous qui enfante cette violence et ces drames. Ils sont aussi responsables directement, par leurs décisions politiques.

Les économies dans l'Éducation nationale, le fait qu'il n'y ait pas assez d'adultes pour encadrer les jeunes, font que les élèves qui dérivent ne sont pas repérés à temps et encore moins pris en charge. La même politique d'économies dans les services sociaux, la psychiatrie, la médecine scolaire, contribue au même résultat. Cette politique criminelle, le mot n'est pas trop fort après

un drame comme celui de Nogent, est volontaire, décidée, votée et appliquée par les gouvernements successifs et les députés, y compris ceux qui crient au laxisme.

Ainsi, dans la même région, il y a quelques semaines, une mobilisation a eu lieu au lycée Roosevelt, à Reims, dans un climat marqué par des agressions physiques et sexuelles. Les élèves et enseignants mobilisés ne demandaient pas des portiques, mais plus d'adultes et des portes de toilettes qui ferment.

Le jour du drame, les infirmières, assistantes sociales et psychologues

scolaires manifestaient à Paris pour exiger les moyens de travailler. Cela n'empêche pas la même ministre qui leur coupe les moyens de venir ensuite assurer le personnel du collège de Nogent de son soutien !

Les travailleurs, ceux de l'éducation et tous les autres, en se battant pour leurs conditions de vie, en mettant en avant l'intérêt collectif, font plus pour combattre cette absurde violence, ne serait-ce qu'en montrant un espoir, que tous les défenseurs de l'ordre social réunis.

Correspondant LO

## Mayotte : les ravages de l'épidémie de chikungunya

Après avoir subi en quelques mois une épidémie de choléra et deux cyclones, Mayotte est touchée par une nouvelle épidémie de chikungunya.

Cette maladie est provoquée par un virus transmis par les moustiques tigres. Elle provoque une forte fièvre et des douleurs articulaires et musculaires invalidantes, pouvant se prolonger des mois et des années, d'où son nom qui signifie « celui qui marche courbé ». Le chikungunya peut provoquer le décès de personnes fragiles. L'épidémie de 2005/2006 à La Réunion avait affecté 300 000 personnes et en avait tué plus de 250. Mayotte aussi avait été touchée mais, le système de relevé et de recherche des cas étant défaillant les autorités sanitaires s'étaient contentées de dire que l'impact avait été équivalent à celui de La Réunion.

Cette année, à Mayotte, les premiers cas se sont déclarés en mars mais, comme l'épidémie est en

phase de décroissance à La Réunion après 500 hospitalisations et 29 décès, les pouvoirs publics n'ont rien anticipé. Ils constatent que l'augmentation rapide des contaminations « est de nature à saturer dans les prochaines semaines et mois le système de santé de Mayotte déjà fragilisé à la suite du passage du cyclone Chido, et de fragiliser la réponse aux besoins en santé de la population dans les prochaines semaines ».

En effet, mais qu'ont-ils fait, alors que les mesures de prévention sont connues depuis longtemps et nécessiteraient la mobilisation d'équipes de lutte antivectorielle massive, la destruction des gîtes larvaires, et une large distribution de produits répulsifs et de moustiquaires ?

Les autorités lésinent sur les mesures d'hygiène et de



ALEXIS DUCLOS

Dans le cadre du plan Orsec déclenché le 27 mai.

santé publiques préférant investir prioritairement l'argent et les moyens dans la chasse aux migrants et les cadeaux au patronat.

En revanche, préfet et autorités sanitaires ne sont pas avarés d'appels hypocrites à la vigilance et à la prévention dans ce département qui est le plus pauvre de France et où la population, par manque d'accès aux soins, se trouve en mauvaise santé.

Et tandis que les gravats des destructions de Chido s'amoncellent, que l'habitat précaire est généralisé, que les prix flambent pour les produits de première nécessité à commencer par l'alimentation, les belles paroles continuent de pleuvoir sur Mayotte. Manuel Valls assure que la situation est « maîtrisée et surveillée ». Le directeur de l'ARS se fait vacciner devant les caméras avec

Ixchik, le produit autorisé depuis juin 2024, pour lever, dit-il, « la réticence de la population » et annoncer une prochaine campagne ciblant les personnes âgées de 18 à 64 ans présentant au moins une comorbidité.

Les familles, les travailleurs redoutent de voir s'abattre sur eux la calamité du chikungunya, en plus de la dengue et du choléra qui sont loin d'être éradiqués, alors qu'ils doivent toujours lutter pour avoir de l'eau, pour se faire payer les salaires et les primes promises après le cyclone, pour des salles de classe correctes, pour une bâche, pour une tôle...

« Si ce n'était pas la France, vous seriez 10 000 fois plus dans la merde ! », avait osé déclarer Macron le 19 décembre, exprimant ainsi son mépris à l'égard de Mayotte.

La vraie calamité, c'est bien l'incurie de l'État !

Charlotte Dauphin